

# Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

FORUM SOCIAL MONDIAL 2004  
L'AUTRE MONDE EN INDE



# La cerise sur le béton

**V**incent Cespedes est un auteur en colère contre «la ploutocratie démocratöïde» qui promeut le «tittytainment» pour intoxiquer les masses.

Cette colère assumée comme nécessaire, qui n'est pas la cruauté - ne nuit pas au style, relevé et, par séquences, flamboyant. Compréhensible chez un critique de l'économie politique pour lequel la philosophie et la poésie en actes sont, avec l'éducation en général, les authentiques besoins des «Aphéliens».

Explications de quelques mots et créations linguistiques :

Ploutocratie: «mode de gouvernement des démocraties-marché», du grec ploutos, richesse et kratos, pouvoir. Nonobstant l'étymologie, en observation contemporaine on y reconnaît un système où «l'argent explique, dirige, affirme, impose» tant les décisions politiques que la position sociale des sujets.

Le consentement des dominés, leur contrôle mental (donc politique) se fait

par usage intensif du «tittytainment», de «entertainment», divertissement et «tits», nichons. Le néologisme (anglicisme) est dû à Z. Brzezinski, ex-conseiller pour la sécurité nationale de Jimmy Carter. En d'autres termes «le système devra hypnotiser, discipliner la majorité démunie de la planète avec un «cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante»». Le besoin de main d'œuvre étant irrémédiablement déclinant, il est nécessaire d'occuper en divertissant. La TV comme «drogue scintillante» donne delà à voir nombre «d'images hypnotisantes». Clonage mental et comportemental sont ainsi stratégiquement à l'œuvre...

## Je-m'en-foutisme-soixante-huitard

Sous nos latitudes les «mal-vivants» sont relégués en «Aphalie»: «au sens astronomique, l'aphalie désigne le point de l'orbite d'une planète le plus éloigné du centre du système». Ce point est pour les «Aphaliens» celui

des situations «désespérantes de la précarité et de l'exclusion». Le professeur de philosophie en «banlieue sensible» (dixit, quatrième de couverture), s'en prenant à

un babacoolisme, («je-m'en-foutisme-soixante-huitard») démissionnaire entend réhabiliter l'autorité (pas l'autoritarisme) à l'école. Les valeurs républicaines dans la société. Si la ploutocratie est explicitement tancée, la délinquance, fût-elle réactive et «aphalienne» (et non politique) ne paraît guère tolérable au professeur. La barbarie des «tournantes» est à l'évidence condamnée.

Logiquement la fermeté pédagogique (et généralement civique) est revalorisée: «les règles du savoir-vivre ne dépendent ni des envies et des humeurs de chacun, mais d'impératifs objectifs à partir desquels la vie en commun est acceptable.» Au risque de déplaire à une certaine «gôche» démagogique, Cespedes entend, et c'est le début de la résistance, promouvoir «une écologie de soi: les activités artistiques, sportives, la philosophie [pratiquée] et l'espéranto».

L'enseignement de la philosophie, comme luxe essentiel, est indispensable comme «pratique de la réflexion et compréhension des débats contemporains» et, conséquemment, doit tenir une place importante dans une «école de la liberté».

Livre enrichissant, on le devine déjà. Et, pour savoir ce que sont «la Thumétique», le «Système», «l'oxymore» à usage politique, le «néo-cannibalisme», «la prostitution globale»,...il vous faut acheter et lire l'ouvrage en son entier. C'est un bon investissement.

Alain VÉRONÈSE

*La cerise sur le béton*  
Violences urbaines et libéralisme sauvage.  
Vincent Cespedes.  
Ed. Flammarion, 2002.

Lundi 26 Janvier à 20 heures

Réunion-débat de

**A NOUS DE CONSTRUIRE 5<sup>ème</sup>/13<sup>ème</sup>**

**DEMAIN**

**TOUS ET TOUTES  
PRECAIRES ?**

Aux Voûtes

Près des Frigos, rue neuve Tolbiac  
(près du Pont de Tolbiac)

Paris 13<sup>ème</sup> metro Grande Bibliothèque, bus 62

## ABONNEMENT A ROUGE & VERT

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

**JE M'ABONNE A LA PRESSE DES ALTERNATIFS  
EN 2004**

CHEQUE DE 40 EUROS A L'ORDRE DE ROUGE ET VERT

**POUR VOUS (RE)ABONNER À ROUGE & VERT, LE JOURNAL DES  
ALTERNATIFS, ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS  
40 EUROS PAR AN**

**MERCI DE FAIRE PARVENIR CE BULLETIN A L'ADRESSE SUI-  
VANTE: LES ALTERNATIFS 40, RUE DE MALTE 75011 PARIS**

MARDI 3 FEVRIER **20h**  
CAFE ALTERNATIF PARIS 14<sup>ème</sup>

**"RETOUR DU FSM DE  
MUMBAI"**

**avec Emile Ronchon  
(agroéconomiste)  
et Mathieu Colloghan  
(Rouge & Vert)**

**BISTRO 48**

84, rue Daguerre Paris 14<sup>ème</sup>  
(m° Denfert-Rochereau)

# Et de quatre!

FSM 2004

ÉDITO

**P**endant que les médias français se passionnaient pour les boîtes noires au large de Charm El-Cheikh ou pour les petites phrases assassines du duo Sarkozy-Chirac, se tenait le 4<sup>e</sup> forum social mondial à Mumbai (ex-Bombay, en Inde). Les chroniqueurs maison des grandes officines médiatiques ont consenti à admettre que ce forum fut un succès, ajoutant rapidement des réserves floues, avant de se précipiter avec gourmandise sur une information bien plus attrayante (météo, foot, retour des frères Jacques...). Il y a pourtant de bonnes raisons de s'attarder sur ce forum.

## La marche indienne de l'escalier altermondialiste

Après trois forums brésiliens, ce premier FSM en Asie cumulait les risques inhérents à la durée et à la délocalisation. Il est à peu près impossible de tirer un bilan objectif précis de ce forum, tant il est, par son échelle et sa diversité, insaisissable.

C'est un peu plus de 80 000 participants, représentant 2 660 organisations de 132 pays, qui ont participé dans les 13 langues<sup>1</sup> officielles au Forum aux 1200 réunions (tables rondes, table de dialogue et controverse, conférences et réunions publiques, séminaires, ateliers...) et ont pu assister aux 150 pièces de théâtre de rue, voir 85 films ou concerts. Il faut aussi y ajouter un "Off" très dense.

Vu l'échelle, toute analyse générale sera partielle et partielle, si ce n'est le simple constat de la réussite numérique du Forum. Nous consacrerons le prochain numéro de Rouge & Vert à tenter d'aller un peu plus loin, tant cet événement est important pour l'altermondialisme.

Nous tenterons de témoigner de ce que nous y avons vu et de retranscrire les éléments d'analyses que nous avons pu y glaner, les évolutions perceptibles, les absences et les renforcements.

Il faut déjà imaginer l'endroit où se déroulait ce forum, à 25 km du centre de Mumbai, dans une ancienne usine devenue un immense parc d'exposition. Un lieu unique pour tous, présenté par la presse quotidienne indienne - de droite - comme un fort Chabrol, mais surtout un espace qui facilitait les rencontres entre des délégués venus pour débattre et échanger. Il faut souligner l'envie de dia-

logue des militants indiens, ainsi qu'une vitalité et un foisonnement donnant parfois l'impression d'une grande désorganisation, mais toujours d'une grande combativité.

Contrairement au FSE (où l'accumulation dans les débats des constats des dégâts occasionnés par la mondialisation pouvait être décourageante), l'atmosphère ici était à en découdre.

On peut noter que beaucoup d'événements parallèles se sont déroulés hors du NESCO, le lieu du Forum : un camp de la jeunesse, le "Land First Mela" (congrès du mouvement des sans-terre indiens), un campement de Via Campesina et un "contre-Forum" (Mumbai Resistance 2004) de l'autre côté de la rue ... Mais tous sont passés à un moment ou à un autre au Forum avec beaucoup de curiosité et d'envie de partager.

Outre ses objectifs internationaux, le Forum a été l'occasion de rencontres entre organisations indiennes venues de toutes les régions du sous-continent ; certaines semblant se rencontrer pour la première fois. Dans quelques mois, nous pourrions peut-être observer les effets des passerelles ainsi créées et leur importance.

Les grandes délégations indiennes, particulièrement syndicales ou Dalits (les "intouchables") étaient très populaires, beaucoup des militants parlant un anglais très sommaire et vraiment beaucoup de femmes (près de 50 pour cent).

## La terre, les femmes, la Paix

Les sujets dominants ont clairement été les questions liées à la terre : droit à la terre, souveraineté alimentaire, accès à l'eau, pollution et la question du droit des femmes qui a été abordée à la fois en tant que telle mais aussi de façon transversale (minorités, organisation des travailleurs par exemple).

Cependant, pas de journée spécifiquement dédiée à ces questions à l'intérieur du Forum, les trois jours prévus avant l'ouverture n'ont pas été popularisés et étaient même confidentiels, puisque sur invitation d'après nos informations.

De nombreux débats ont porté sur la défense des droits de Dalits, les questions de paix, les droits des enfants (travail, accès à l'éducation, exploitation), les questions sociales et syndicales, l'impérialisme...

Alors que nous parlons de mondialisa-

tion, il nous est apparu d'une façon évidente que de forts cloisonnements existent : les militants originaires d'Asie connaissent très peu les réalités occidentales et, plus encore, les militants occidentaux ne connaissent presque rien du paysage social et politique en Asie (il s'agit quand même de la majorité de la population de la planète).

## Oxfam UK > Atta.fr

Même s'il s'agit de la 1<sup>e</sup> édition du FSM en Asie, c'est tout de même la 4<sup>e</sup> édition de l'événement. La tentation de s'appuyer sur une comparaison entre ce forum et les précédents pour en tirer des éléments d'analyse est grande.

Laissons-nous tenter !

Un premier élément qui saute aux yeux : la question de la langue. A priori, il s'agit d'un échec : A Porto Alegre, les organisateurs avaient réussi à imposer qu'il n'y ait pas une langue dominante, une véritable performance. Ici, l'anglais s'est imposé de fait comme la langue du Forum. À regarder de plus près, il faut noter que la fonction de la langue unique n'a pas du tout le même sens ici et en Amérique Latine.

Il faut noter aussi des absents de taille. ATTAC France, très présent lors des 3 premiers forums est beaucoup moins apparu. C'est, hélas, OXFAM UK qui lui a ravi le statut de la plus grosse organisation étrangère.

Par ailleurs, les questions de renforcement de la démocratie étaient bien moins centrales qu'au Brésil. Sans doute faut-il y voir une conséquence directe de la situation politique d'un continent où les démocraties même purement formelles étant moins nombreuses qu'en Amérique du Sud, l'enjeu est bien plus leur avènement que leur renforcement.

Si la formule "organisation de masse" a un sens, c'est bien ici. Les associations, syndicats et partis indiens sont de véritables organisations populaires de masse. Ainsi les participants indiens étaient en grande majorité des classes les plus populaires. En résulte à la fois un Forum socialement plus populaire, mais aussi des débats moins entre spécialistes et plus " d'éducation des masses" ; c'est peut-être moins intéressant sur le contenu, mais cela nous a apporté beaucoup. En effet, les structures françaises ont plus tendance à fonctionner dans l'entre-soi que dans la popularisation la plus large de leurs

idées. Il y avait beaucoup à (re)apprendre des interventions qui se voulaient très pédagogiques des intervenants indiens.

Pour les Alternatifs, comme sans doute pour l'ensemble des organisations françaises présentes, ce Forum aura été l'occasion de nouer de nombreux contacts et d'évoquer des hypothèses de campagnes communes et de création de nouveaux réseaux.

D'une façon pratique, un premier réseau est en voie de constitution, regroupant une cinquantaine de partis politiques de gauche "anti-capitalistes et anti-libéraux" parmi les plus impliqués dans le mouvement altermondialiste dont, pour la France, la LCR et les Alternatifs.

Quant aux Verts français, ils brillaient comme dans l'ensemble du Forum par leur extrême discrétion.

#### Prochaine station : Porto Alegre

Après ce petit passage boutiqueur, nous pensons qu'il faut souligner la dimension particulièrement cruciale que revêt le prochain forum. En effet, les 3 premiers FSM à Porto Alegre avaient permis de

démontrer que nous pouvions travailler ensemble, celui-ci vient de démontrer que le FSM supporte la délocalisation et n'est donc pas un phénomène spécifique à l'Amérique du Sud. Le prochain qui aura lieu de nouveau à Porto Alegre, ne pourrait pas être une répétition de ce dialogue sans hypothéquer le devenir de ces réunions internationales. Les organisateurs brésiliens en sont parfaitement conscients. Ils considèrent que la solution passe par une démocratisation des instances d'organisation et leur élargissement. Ce processus est loin de couler de source et représente un sacré défi. Il passe par le développement des FSL, leur reconnaissance et une meilleure articulation entre ces structures locales et les forums continentaux et mondiaux. Il s'agit là d'une démarche qui doit être appuyée par les Alternatifs.

**Alain MARCU, Mathieu COLLOGHAN  
et Nathalie MARCU**

1. Hindi, Marathe, Tamil, Telugu, Bengalais, Malayalam, Espagnol, Anglais, Français, Coréen, Bahasa Indonésien, Thaï et Japonais

## COORDINATION GENERALE DES ALTERNATIFS

**7 ET 8 FEVRIER**

**40, rue de Malte Paris 11<sup>ème</sup>  
ordre du jour proposé**

#### **SAMEDI 7 FEVRIER**

**10h-12h30 Commissions, notamment, mais non exclusivement, Europe et femmes**

**14h-18h30 Féminisme, laïcité, égalité puis situation politique (régionales entre autres)**

#### **DIMANCHE 8 FEVRIER**

**9h30-13h30 budget, organisation, université d'été puis conclusions Europe**

**13h30-14h30 repas en commun**

**14h30 Commission autogestion**

## RELANCE ANTINUCLEAIRE

**N**ous étions environ 8000 dans les rues de Paris samedi 17 janvier contre le projet EPR et pour les alternatives énergétiques.

A dire vrai, la tonalité d'ensemble de la manifestation était clairement antinucléaire. Comme à l'accoutumée, le Réseau "Sortir du nucléaire" avait investi ses forces dans la préparation et l'organisation de l'initiative.

Si la participation au cortège était moyenne, la présence des courants politiques présents dans la mobilisation (alternatifs, libertaires, LCR, Verts) reste significative. La couverture médiatique de la manifestation, qui était un objectif majeur du Réseau, a été très satisfaisante.

**Jean-Jacques BOISLAROUISSIE**

Le pl

# L'espoir

**D**ans le conflit Israélo-Palestinien, la situation est de plus en plus invivable, surtout pour les Palestiniens, victimes de l'occupation/colonisation, des assassinats de civils, des destructions de maisons, des "colonies" toujours plus nombreuses qui leur prennent leurs terres souvent les plus fertiles, de l'accaparement par les Israéliens de la plus grande partie de l'eau, du blocus de presque toutes les localités et des couvre-feux, qui empêchent toute vie économique (au moins 70 % de chômeurs!) et la simple vie quotidienne (écoles, hôpitaux, etc...), et maintenant du mur prétendument de "sécurité" (plutôt un mur d'apartheid, nouveau "mur de la honte") qui les isole encore davantage et leur prend encore plus de terres fertiles.

La politique de Sharon vise à empêcher, par le morcellement et le fait accompli, la création d'un État palestinien viable. Sans compter l'humiliation.

De leur côté, les Israéliens vivent dans la peur des attentats - suicides, certes explicables par le désespoir causé par la politique israélienne, mais dus aussi au fanatisme religieux de certains ; attentats qui sont à la fois inhumains en tuant ou blessant des civils et qui font dériver la société israélienne vers une attitude faussement "sécuritaire", mais certainement policière, alors que le vrai moyen d'assurer la sécurité d'Israël serait de reconnaître pleinement les droits du peuple palestinien. Et la guerre (avec 40 % du budget pour l'armée) accroît en Israël aussi la crise économique et notamment le chômage et la pauvreté.

La situation semble pour longtemps dans une impasse, avec des violences qui appellent d'autres violences et la montée de la haine de part et d'autre - à de notables exceptions près, notamment les courageux pacifistes israéliens.

Il faut donc sortir de cette guerre coloniale. Aussi beaucoup pensent

an de paix Israélo-palestinien de Genève

# r d'une paix possible ?

que le "plan de paix de Genève", longtemps négocié par les négociateurs de rencontres précédentes, notamment l'Israélien Jossi Beili et le palestinien Rabbo, constitue un espoir de solution et apporte aux Palestiniens l'essentiel de ce qu'ils peuvent obtenir, compte tenu du déséquilibre des forces : deux États souverains et viables, les deux États se reconnaissant mutuellement, se garantissant la sécurité et promettant de coopérer, la quasi-fin des colonies (avec regroupement des autres, mais compensé par des cessions de territoires, notamment pour élargir la bande de Gaza surpeuplée), le partage de Jérusalem (avec le mur des lamentations pour les Israéliens et l'esplanade des mosquées pour les Palestiniens), la libération des prisonniers politiques à plus ou moins long terme (au plus tard dans trois ans), une solution pour les réfugiés palestiniens (soit en Israël, soit dans l'État palestinien, soit dans d'autres pays, mais avec des indemnités), enfin des commissions internationales pour contrôler l'application des accords. Ce plan de paix entre dans les détails et ne remet pas à plus tard des points essentiels, contrairement aux accords (comme celui d'Oslo) ou projets d'accords précédents, montrant ainsi que l'application concrète de solutions pacifiques est possible.

Le texte du projet a été largement diffusé en Israël et diffusé aussi (moins largement) chez les Palestiniens, approuvé officieusement par Arafat semble-t-il, approuvé aussi par une grande partie des Israéliens (40 % d'après un sondage) et une partie importante des Palestiniens, et il rencontre une large approbation dans l'opinion internationale.

## Quels sont alors les obstacles ?

D'abord ce texte n'a pas de valeur officielle, puisque le gouvernement Sharon le refuse et qu'il n'y a pas de gouvernement palestinien ou d'Autorité palestinienne exerçant un réel pouvoir actuellement. En Israël, beaucoup refusent en réalité un véritable État palestinien (et pas seulement la droite, l'extrême droite et les colons), tandis

que le Hamas n'est pas disposé à reconnaître l'État d'Israël. Certains, comme l'Israélien Warchawski ou le député arabe israélien Bishara, considèrent qu'il s'agit seulement d'une opération de politique intérieure israélienne pour permettre aux Travaillistes de reprendre le pouvoir.

Mais le contenu de l'accord lui-même peut paraître insuffisant sur des points importants : le plus critiqué est l'absence de mention du "droit au retour" des réfugiés. Seuls pourrait entrer en Israël un nombre de réfugiés décidé par Israël seul -sans doute bien peu- sans négociation avec les intéressés. Certes, peu d'entre eux voudraient sans doute rentrer effectivement, quand leurs villages et leurs maisons n'existent plus, et dans un État d'Israël où les Arabes sont des sous-citoyens (justement le texte ne fait pas mention de cette inégalité). Mais beaucoup de Palestiniens tiennent à ce que, conformément à la résolution 194 de l'ONU, au moins le principe du "Droit au retour" et la reconnaissance d'une injustice soient affirmés.

D'autre part les colonies les plus importantes subsisteraient et, alors que l'armée israélienne resterait en certains endroits, l'État palestinien serait démilitarisé et aurait seulement une force de sécurité chargée de lutter contre le "terrorisme" -en fait de veiller à la sécurité d'Israël... Même si une armée palestinienne, en cas de conflit, pourrait difficilement faire face un Israël surarmé, cette interdiction peut être ressentie comme une humiliation. Et certains prisonniers seraient libérés bien tardivement.

Il y a aussi d'importantes lacunes : notamment le problème de l'eau reste encore en blanc dans le texte. Certes, une fois que l'occupation aurait cessé, notamment à Gaza, les Israéliens ne pourraient plus accaparer 80% de l'eau, mais le Jourdain resterait en partie sous contrôle Israélien.

D'autre part, une grande partie des juifs de la diaspora ne peuvent admettre que, dès le début du texte, Israël soit défini comme "la patrie des juifs" (donc de tous les juifs...).

Enfin, pour certains Palestiniens, ce plan servirait à faire croire à l'opinion

israélienne que les Palestiniens se sont résignés à être vaincus par la puissance israélienne et ont renoncé au droit, et n'y voient qu'un trompe-l'œil reposant sur la force - et non, comme le présente l'article du "Monde diplomatique" de Janvier, un accord reposant, au contraire, "sur le droit international" .

Il y aurait donc deux lectures de l'accord.

Que pouvons-nous penser, nous, de ce plan de paix ?

Dans le comité Paris-est des Alternatifs, presque tous l'approuvent tandis que dans le comité Palestine de Paris-Est, presque tous le désapprouvent...

Pour l'essentiel, il paraît bien représenter une avancée propre à satisfaire les droits essentiels des Palestiniens. Comme le demandait la résolution votée à l'unanimité au congrès de Mâcon des Alternatifs, il y aurait deux États souverains viables (et non un état croupion, sorte de Bantoustan), la fin de l'occupation, le démantèlement de la plupart des colonies, le partage de Jérusalem, une solution peut-être pour les réfugiés. Une paix juste et donc durable pourrait ainsi être assurée. L'existence même de cet accord montre que cette paix est possible. Mais il serait à améliorer sur des points importants, pour qu'il puisse être soutenu encore plus largement. Il ne faut attendre ni de Sharon ni de Bush ni de Hamas qu'ils acceptent. Il peut cependant être une base et un espoir pour une paix future.

Dans l'immédiat, il faudrait que l'Europe, et en particulier le gouvernement français, se décident à peser davantage pour résoudre ce conflit, autrement que par une "feuille de route" inopérante : et notamment il faudrait appliquer la suspension, votée par le parlement européen, des accords économiques (et militaires) Europe-Israël tant que durera la situation actuelle contraire aux droits de l'Homme.

n

Raymond BERNHEIM

## Le « grand débat » sur l'école n'a pas eu lieu

Les réunions publiques, organisées dans le cadre du « débat national sur l'avenir de l'école » lancé à grand renfort de publicité par le gouvernement, se sont terminées le 17 janvier. Ces réunions étaient de deux sortes : celles par arrondissements, à la charge des préfets, dites de la « société civile », et celles organisées par les inspections académiques dans les établissements scolaires.

Les premières, auxquelles on assistait en général sur invitation, se sont révélées très confidentielles, comme celle à laquelle j'ai participé dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement de Paris : quarante-cinq personnes présentes pour une population de plus de 180 000 habitants !

Le second type de réunions, ouvertes aux parents d'élèves et aux enseignants d'un même établissement ou d'une même circonscription scolaire, n'ont guère rencontré plus de succès. Il s'agissait en général de deux débats de deux heures qui, dans la plupart des cas, à Paris comme en province, n'ont réuni que trente à quarante personnes, pour des bassins scolaires concernant plusieurs centaines de familles.

Peu de participants donc au total au niveau national, et, à chaque fois, guère plus de 10% de parents...

Avant même de savoir ce que la commission Thélot fera de toutes les synthèses de ces réunions, le premier constat à faire c'est que les Français ont boudé à une écrasante majorité le débat. Et les parents d'élèves encore plus que les enseignants, malgré les appels au boycott lancés par certains syndicats.

Nous sommes loin du « million de participants » proclamé par la communication gouvernementale !

Une telle abstention, qui n'est pas sans rappeler les scores de l'abstention électorale, a de multiples causes. Sans doute beaucoup de nos concitoyens ont-ils pensé, à juste titre d'ailleurs, que les dés étaient pipés, que la future loi d'orientation scolaire était déjà sur les rails, que l'on avait fait semblant de leur demander leur avis et que, comme d'habitude, l'on ne tiendrait aucunement compte de leur opinion.

Peut-être même certains d'entre eux en sont-ils arrivés à penser de l'école ce qu'ils pensent déjà de la politique, à savoir qu'elle est une affaire de spécialistes ou de professionnels !

Du côté des enseignants, même méfiance, doublée d'un fort ressentiment à l'égard du pouvoir et de son intransigeance lors du conflit du printemps. Comment en effet avoir envie de participer à un débat proposé par un gouvernement, non dénué de mauvaise foi et d'arrière-pensées, qui vient d'allonger brutalement le temps d'activité, de supprimer les surveillants et les aides-éducateurs, de geler le plan de recrutement pluriannuel des professeurs et de décentraliser les techniciens et ouvriers de service ?

Tous les bonnes (ou mauvaises) raisons pour ne pas participer à ce « grand débat » étaient donc malheureusement réunies.

Malheureusement, parce que les professeurs, les élèves, les parents, tous les citoyens de ce pays méritaient mieux que ces quelques maigres réunions, sans préparation et sans suivi pour débattre de l'avenir de leur école.

Oui, comme le disent avec force depuis plusieurs années les mouvements pédagogiques, les chercheurs, et les syndicats enseignants les plus progressistes, la nation tout entière doit s'inquiéter de l'état de santé de son système éducatif. La démocrati-

sation est en panne : le nombre de jeunes atteignant le niveau du bac n'a jamais atteint l'objectif des 80% et stagne depuis dix ans, tout comme la proportion de ceux sortant sans qualification du système éducatif. Les « usagers de l'école », les élèves et leurs familles, ne croient plus beaucoup en ses valeurs ni à ses vertus. Beaucoup d'enseignants ont perdu la « foi » en leur métier et en ses missions. Quelle culture commune donner aux jeunes ? Comment lutter efficacement contre l'échec scolaire ? Comment enseigner dans les quartiers socialement sinistrés ? Faut-il continuer à sélectionner les élèves et si oui, comment ? Quelle éthique promouvoir ? Quelle autorité incarner ? Quelle laïcité faire respecter ?

L'institution scolaire tout entière est en crise. Elle est sapée, comme les autres institutions, par les effets de la globalisation marchande, par les « valeurs » de la société du spectacle, par l'individualisme et le consumérisme ambiants. Néanmoins, dans cet océan de libéralisme triomphant, l'école reste un îlot de résistance, un espace protégé où les jeunes peuvent recevoir une formation et apprendre à vivre ensemble. Il nous faut, tout à la fois, défendre et transformer ce bien commun. Pour cela, une mobilisation collective, ainsi qu'une réflexion en profondeur et sur le long terme sont évidemment nécessaires. Mais, pour qu'une telle démarche, véritable exercice de démocratie participative, soit crédible et ait quelques chances d'aboutir sur des actions concrètes, il faudra aussi que les moyens que la nation investira à l'avenir dans son école soient à la hauteur de ses ambitions.

« Le système scolaire français est en voie d'implosion », disait déjà Pierre Bourdieu, il y a quelques années, et il ajoutait : « Alors, est-ce qu'on peut se taire quand on pense qu'il y a urgence ? ».

François GOUTY  
Professeur des écoles

[1] Pierre Bourdieu, Entretien avec Philippe Fritsch, 11 février 1999, in Propos sur le champ politique, Presses universitaires de Lyon, 2000, page 47.

Mardi 10 Février à 20 h

**Centres d'appel  
Consommateurs harcelés  
et salariés exploités**

avec  
**Noël Lechat**  
syndicaliste,  
co-auteur d'un ouvrage sur les centres d'appel

**Au Domremy**  
72-74, rue Jeanne d'Arc Paris 13<sup>ème</sup> (M° Nationale)

## Rapport de Virville: Fillon enchaîne les régressions

**M**onsieur Fillon est le contraire incarné du dialogue social. Sa méthode commence à être connue: un prétendu rapport d'experts, une pseudo-concertation, puis une loi au pas de charge au Parlement à majorité Ump. Il l'a pratiqué pour les retraites, pour la suspension de la loi de modernisation sociale, pour le contournement des 35 h, pour la destruction de la hiérarchie des sources de droit du travail, pour la mise en concurrence du service public de l'emploi, et voilà qu'il recommence avec la commission dite de Virville, qui propose 50 pistes pour mieux réduire le droit du travail.

Avec Fillon-de Virville, c'est tout pour le Medef, rien pour les salariés, rien pour l'emploi.

Car de quoi nous parle-t-on? De «contrats de mission» ou de «projets» que le Medef réclame depuis des années. C'est-à-dire une précarité prolongée au gré du seul employeur qui va décider s'il vous prend pour 3 ou 5 ans, comme il veut.

Ce ne sera plus seulement les jeunes qui n'auront pas d'avenir, mais des moins jeunes, des cadres, des adultes qualifiés, embauchés à horizon borné: problème pour le loyer, problème pour un emprunt, problème pour s'installer, problème pour une famille, pour la naissance d'un enfant... C'est long cinq de précarité et d'incertitude.

Et si vous être ré-embauché pour 5 autres années, c'est une vie d'instable qui s'annonce pour les «salariés qualifiés». Mais qui est visé? En quoi cela permettra-t-il plus d'embauches, alors qu'il est si facile de licencier pour motif économique à n'importe quel moment?

Est-ce que le Parlement et M. Fillon vont alléger les primes de précarité, les contraintes horaires, rendre plus difficile la contestation de la fin du contrat, de son motif? Va-t-on vers des contrats de «loueurs de bras» ou «loueurs de cerveaux» qui remplaceraient le droit courant du contrat de travail en CDI?

Et puis cette troisième forme de rupture du contrat de travail, ni licenciement, ni démission, qu'a-t-elle à voir avec l'emploi et la modernisation du code du travail? Il s'agit de faciliter des transactions, généralement avantageuses pour l'employeur, obtenues sous la contrainte ou le chantage, dans le secret, évitant les prud'hommes, contournant le droit, de gré à gré! Là

encore, c'est passéiste, dérégulateur, ça va contre les normes collectives et l'ordre public social.

Après avoir suspendu la loi de modernisation sociale qui permettait un contrôle plus important des licenciements, après avoir proposé de faire exploser la hiérarchie des normes du droit du travail et annoncé que, par accords d'entreprise, les accords de branche pourraient être mis en cause, et le «principe de faveur» battu en brèche, Fillon en rajoute inlassablement!

Qu'est-ce que ces «conseils d'entreprise» sinon un moyen pour réduire encore les «délégations du personnel unique» mises en place par la loi quinquennale de MM Ballardur-Giraud en décembre 1993? Le but est qu'il y ait moins d'élections, moins d'élus et moins d'heures de délégations: ce, dans des petites entreprises où déjà il n'existe que peu d'élus, peu de syndicats, peu d'activité par exemple, des CHSCT, pourtant si indispensables en matière de sécurité (légionellose, AZF, maladies nosocomiales, maladies professionnelles en hausse, stress accru...)

Qu'est-ce que ces «commissions paritaires d'interprétation des accords»? Alors que là où elles sont prévues, elles fonctionnent peu, du fait du refus général du patronat de négocier?

Quid des 50 autres mesures envisagées par de Virville (le licenciement de Renault-Vilvoorde, ancien du cabinet de MM. Fabius et Soisson)? Des contrats écrits pour tous? Bien, ça ne peut pas faire de mal. Jusqu'à présent c'était plutôt la droite qui le refusait en prétextant que cela faisait trop de

paperasse pour les petits employeurs....Ce qui compte de toute façon, ce sont les contrats écrits atypiques (Cdd, intérim, temps partiels, saisonniers, etc....) Le Cdi peut aussi le devenir, mais le bulletin de paie est jusqu'à présent le meilleur instrument pour détailler tous les éléments de ces contrats-là...

M. Fillon est l'homme qui a cassé, en décembre 2002, un accord pourtant majoritaire dans la restauration (lésant gravement 750 000 salariés), qui a piétiné après le 9 janvier 2003 un vote majoritaire et une opposition syndicale majoritaire à EDF, qui a signé un accord minoritaire le 15 mai dernier sur les retraites, qui a étendu deux fois, le 26 juin et le 13 décembre, un accord minoritaire sur les intermittents du spectacle, qui a imposé, le 5 décembre, un décret sur l'affaiblissement de la médecine du travail contre l'avis majoritaire écrasant de 6 syndicats nationaux... Il se fait le soudain prosélyte des "accords majoritaires".

Dans un des ses derniers projets de loi, il impose donc un principe "d'accord majoritaire" où il suffit d'être 3 syndicats sur 5 pour que l'accord soit valable! C'est aussi ridicule et aussi stupide, aussi grotesque, aussi inadmissible que si, à l'Assemblée, au lieu de compter le nombre de députés, on comptait le nombre de partis pour décider s'il y a ou non une "majorité" en faveur d'une loi. Défendons le droit du travail. C'est la déréglementation qui crée du chômage!

Défendre le droit du travail, c'est défendre le droit au travail! n

### COMMUNIQUE DE PRESSE:

#### 8 HEURES CONTRE LA REPRESSION DU MOUVEMENT SOCIAL

Alors qu'il participait à la manifestation du 18 octobre dernier aux Vans, un militant de l'assemblée générale interprofessionnelle du sud Ardèche (agis07) a été jeté au sol par un gendarme. Il n'avait opposé ni résistance ni violence, comme l'attestent tous les témoignages. Or aujourd'hui, il se trouve inculpé de "rébellion avec violence" et risque emprisonnement et révocation professionnelle pour un acte qu'il n'a pas commis! Son procès est prévu le 11 février 2004 à 16h à Privas.

**Une soirée de soutien est organisée le 31 janvier 2004 de 16h à 24h** salle de l'amicale laïque à ST Jean le Centenier (07)\*. Au programme :

de 16h à 19h témoignages de militants inculpés, réflexions et échanges sur les lois sécuritaires (Vaillant, Perben, Sarkozy...) qui limitent dangereusement nos libertés.

de 20h à 24h Concert de soutien avec : SAKAZIC (fanfare), ARSENE (chanson française), Au BOIS d'son CŒUR (jazz, poésies et chanson), PUSTULE (l'Ardéchois!!!) et SAL-MONELLES (rock agricole défrigéré). La participation aux frais est libre!

(\*)ORGANISATIONS SIGNATAIRES : Agis07, Les Alternatifs, ATTAC Sud 07, La CCIPPP, La CNT, La CGT07, Le collectif "On Bouge ou on Dort", La Confédération Paysanne, La Fédération Anarchiste, La FRAPNA, La FSU 07, La LCR 26/07, La Ligue des Droits de L'Homme, Le Mouvement Social et Alternatif Politique, Le MRAP, Le PS 07, Le PCF 07, Ras l'Front, Le Snutefi, SUD Education, SUD PTT, Les Verts.

# L'Indien veille

## Indocilité ambiante de l'Altiplano aux montagnes du sud-est mexicain

**A** lors que le Nord part à la rencontre du Sud à Mumbai (version hindi), qu'on y célèbre les stars indiennes locales à l'image d'Arundhati Roy, "l'indien" rebelle

n'a pas fini de déterrer sa hache de guerre aux quatre coins du monde. Car l'Indien ignore les frontières et oublie sa docilité quand il s'agit de lutter pour la préservation de ses droits et de son identité pour faire échec aux dictatures et à l'exploitation libérale.

**L'exemple de l'insurrection bolivienne** nous a révélé l'ampleur du mouvement indigène et sa capacité à résister à l'hégémonie " blanche " et métisse. Après les événements qui ont bouleversé la Bolivie en octobre, la réussite de ce soulèvement a révélé la victoire de la communauté indienne unie pour la destitution du président de Lozada. Suite aux grèves répétées et notamment celle des manifestants du gaz, la rue a mis le feu à la poudrière bolivienne. Les bataillons indigénistes et leurs revendications " traditionnelles " (représentation politique, reconnaissance culturelle et association au processus de développement) ont assuré la réussite de ce soulèvement. L'agitation sociale a été accélérée grâce à la contribution ethnique (Aymara, Quetchua, Guarani) qui a suivi le mouvement ouvrier. Cette convergence a permis le réveil de la gauche (MAS), Evo Morales est le nouveau représentant d'un altermondialisme résolument anti-étatsunien, sentiment partagé par beaucoup de voisins sudaméricains.

Décidément après Lula, la contagion de revendication de justice sociale gagne du terrain en Amérique latine. **Le 10e anniversaire du soulèvement zapatiste** nous ramène aux racines de la contestation. L'éclosion du mouvement altermondialiste doit beaucoup à l'émergence de la contestation indigène et anti-impérialiste, l'icône Marcos est encore dans toutes les mémoires des militants aspirés par l'énergie d'émancipation de ces communautés entrées en résistance active. L'espoir né de la constitution de cette rébellion dans cette province du sud du Mexique, a fait naître un sentiment de reconnaissance de l'identité indienne qui dépasse les frontières de la culture maya.

Depuis plus de 500 ans, les mouvements indigènes des Amériques luttent contre la colonisation de leurs terres et pour leur survie. L'Amérique Latine est

l'objet de convoitises de la part des grandes multinationales à l'image des réserves en eau et en ressources minières du Chiapas.

A partir des années 60, la cause amérindienne revient sur le devant de la scène, aux USA se sont révélées les aspirations de réhabilitation de cette identité alors que **le Canada voyait ses communautés s'ériger contre l'implantation des grands groupes** désirant tirer profit de leurs matières premières au mépris des incidences écologiques et culturelles. En 1994, les zapatistes au Mexique réactivent une lutte pour la reconnaissance de la spécificité de leurs droits et de leur territoire. Déculturation, oppression (populations déplacées par les forces de police, armée, paramilitaire...) contre les mouvements et communautés autochtones se sont succédé, de nombreux défenseurs des droits indigènes comme **Leonard Peltier** (membre de l'American Indian Movement, incarcéré aux USA depuis 28 ans) et la centaine de prisonniers Mapuches au Chili nous le rappellent.

Le soulèvement zapatiste s'est produit le jour de l'entrée en vigueur de l'Alena, traité de libre échange entre le Mexique et les États-Unis. Depuis cette date les traités et plans se sont multipliés : d'ALCA, Puebla-Panama jusqu'au futur ZLEA initié au sommet des Amériques en janvier 2004... Ils visent tous à mieux contrôler le territoire pour tirer profit de leurs richesses naturelles. La liste est longue : de la **déforestation massive des territoires des Indiens Mapuches au Chili** à l'installation de maquiladoras, ces petites usines (souvent délocalisées des USA) exploitant une main d'oeuvre mexicaine, et aux pratiques d'orpaillage en Guyane générant aussi bien de graves maladies liées à la pollution au mercure chez les populations indigènes que des atteintes irréversibles à l'environnement.

Au Chiapas, les conseils d'auto-gouvernance (" los caracoles "), hérités des formes autonomes de gestion ancestrale, veillent au grain. L'indigénisme ressurgit, par le réveil des consciences, motivé par l'attraction zapatiste et l'influence de l'EZLN<sup>1</sup>.

L'impérialisme français s'exerce, lui, coté asiatique avec les Indiens du Nord du Myanmar (pays aux 40 ethnies) chassés de leur territoire par le féroce appétit de Total. Le droit des minorités

est aussi bafoué et la guérilla s'installe durablement. Les minorités ethniques à l'image des Karens qui n'ont pas succombé au cocktail communisme/nationalisme-opium-terrorisme résistent encore après 50 ans de combats dans la jungle birmane. Dans leur opposition au régime militaire de Rangoon révélé aux médias à la fin des années 80 et accélérée par la nomination au prix Nobel d'Aung San Suu Kyi et grâce au travail d'information de l'association Info-Birmanie, les Karens ont laissé depuis de nombreuses vies. Aujourd'hui on compte 100.000 réfugiés dans l'ouest de la Thaïlande. Des étudiants birmanes furent hébergés par les Karens en 1988, début de l'alliance avec ASSK et du processus commun de défense des droits des minorités du pays dans un État privé de démocratie.

La répression du mouvement autochtone que l'on perçoit aussi chez le voisin laotien fait réfléchir à l'intérêt de la convergence des luttes et à l'affirmation de l'indigénisme. C'est précisément l'action que mène l'ICRA<sup>2</sup> en popularisant des luttes oubliées et notamment dans le sud-est asiatique.

Les dix ans de lutte et de résistance au Chiapas nous renvoient à la nécessité de développer des solidarités internationales par la constitution de réseaux et le relais d'informations.

La semaine organisée par le Comité de Solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL), le Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan), CEDETIM, France Amérique Latine (FAL), la revue Volcans, le réseau No Pasaran, Newen, Terre et Liberté pour Arauko et la CNT témoigne de l'intérêt de créer des passerelles<sup>3</sup> entre les diverses causes indigènes.

**Ce pont, Hugo Chavez l'a franchi allègrement en défenseur du désenclavement bolivien\***, il verrait bien le paysan aymara se baigner sur une plage bolivienne<sup>4</sup>. Et pour encore combien d'années de luttes ? et en guise de calumet de la paix : droits des peuples, "démocratie, liberté, justice" réclamée par EZLN afin d'éteindre le feu. n

Gwel@n

1-Ejército (armée) zapatista de liberación nacional

2- International Commission Right Aborigens

3- Le bar " La Passerelle " diffuse le café équitable des Altos " Mut Vitz " 100% zapata

4- La Bolivie a perdu sa façade maritime au profit du Chili lors de la guerre du Pacifique (1879-1883)

# Les entreprises récupérées ou autogérées

«Si l'autogestion passait à des formes pratiques et concrètes et ne s'en tenait pas à des déclarations de principe, [il faudrait non seulement interroger] le mauvais fonctionnement de ce qui existe, [pour envisager] la possibilité d'instaurer une économie alternative à caractère social, ce qui consisterait à rompre avec le discours hégémonique des 15 dernières années et le règne du marché.» (Gabriel Fajn<sup>1</sup>).

L'Argentine vit une crise historique profonde tant du point de vue politique qu'économique:

- Au niveau politique, les contradictions internes entre les différentes fractions de la bourgeoisie ont contribué à la crise financière, avec d'un côté les tenants de la financiarisation de l'économie (dollarisation) et de l'autre les exportateurs pénalisés par la parité dollar / peso et défendant le décrochage du dollar. Une gauche (extrême gauche) très impliquée dans le mouvement social mais extrêmement divisée. Au centre, des organisations syndicales (CTA et CGT rebelle) et des courants du péronisme tentant vainement de proposer une politique d'alternance.

- Au niveau économique, le modèle d'accumulation et de concentration financière a provoqué la fermeture continue d'entreprises dans le secteur industriel, la rupture interne de circuits commerciaux et la marginalisation de secteurs importants de la production.

Les 4 années de récession qui ont précédé la crise ont généré une économie qui est entrée dans un cycle de dépression, caractérisé par une forte chute de la demande, du produit intérieur brut et de l'investissement.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté l'insurrection du «19-20» décembre 2001. Ce mouvement a vu l'émergence de nouvelles formes de lutte et de résistance: les assemblées populaires et la récupération des entreprises par les travailleurs et le renforcement des mouvements «piqueteros» qui existent depuis près de 10 ans. Parmi les formes d'auto-organisation du mouvement ouvrier argentin, les entreprises «récupérées» ont un rôle déterminant et contribuent à l'émergence de véritables pratiques autogestionnaires.

Depuis un peu plus de deux ans, un important mouvement d'occupation d'entreprises et de reprise de la production par les travailleurs eux-mêmes, sous la forme de coopératives, est en train de se développer en Argentine.

C'est d'abord le résultat de fermetures d'entreprises du secteur industriel liées à la crise économique mais également à une gestion défaillante, voire frauduleuse. Ce mouvement s'est développé dans un contexte de destruction des forces productives provoquée par la profonde crise qui affecte ce pays.

Face à cette situation, les travailleurs défendent l'outil de travail par l'occupation matérielle des entreprises dans le but de faire redémarrer plus tard le processus de production sous une forme de gestion directe. Ils entendent imposer leur décision avant l'application d'une décision de justice: la déclaration de faillite et ensuite l'expropriation de l'entreprise. Ce phénomène, s'il ne constitue pas une réponse globale à la problématique, constitue une alternative concrète dans des situations ponctuelles en offrant des variantes qui permettent des sorties soutenables avec d'indubitables avantages sociaux dans la mesure où elles permettent aux travailleurs de conserver leur poste de travail et la culture industrielle, en évitant l'improvisation dans de nouvelles activités et fondamentalement en maintenant leur conscience de classe.

Selon Gabriel Fajn, coordinateur du groupe de recherches en sociologie à l'université de Buenos-Aires et responsable du Département du Coopérativisme<sup>2</sup>, qui a analysé le phénomène des entreprises «récupérées»: il s'est créé 180 entreprises sous gestion ouvrière directe en 2 ans avec plus de 15 000 travailleurs organisés en coopératives ou sous le modèle du contrôle ouvrier.

- Dans 90 % des cas, les postes hiérarchiques ont été éliminés et un système égalitaire de redistribution des bénéfices a été instauré.

- Dans 70 % des cas, la production atteint déjà ou dépasse les niveaux antérieurs. Il existe des cas comme celui de Avellaneda (entreprise de métallurgie) où 19 travailleurs ont déjà

été embauchés pour couvrir la demande qui est supérieure de 50 % à la production antérieure. En deux années, ils ont payé les crédits, ils ont acheté des machines, ils ont agrandi les locaux et les salaires sont quatre fois supérieurs.

- Dans 80 % des cas, les entreprises autogérées fonctionnent avec des petites unités de production: 38 travailleurs en moyenne. Seules 2 % ont plus de 100 travailleurs.

Elles se répartissent en différents secteurs d'activité: la métallurgie qui représente 25 %, l'alimentation, le textile, la plasturgie, l'imprimerie, la santé (cliniques) et l'éducation (écoles). Il s'agit d'un phénomène fortement ancré dans les zones suburbaines qui ont concentré pendant des décennies la principale production industrielle et particulièrement sur 2 pôles géographiques: Buenos Aires et Santa Fe mais il en existe dans l'ensemble du pays: Cordoba, Mendoza, Neuquén et en Terre de Feu.

De ce processus, deux structures institutionnelles sont nées: le Mouvement National des Entreprises Récupérées (MNER) qui regroupe une importante majorité des coopératives de production, indépendantes de l'Etat, et la Fédération Nationale de Coopératives de Travail d'Entreprises Reconverties (FENCOOTER) qui est plus liée à l'Etat. Dans d'autres entreprises, les travailleurs, plus liés aux partis de la «gauche» moréniste, ont fait un choix différent, ils n'ont pas créé de coopératives, ils occupent les entreprises et réclament l'étatisation sous contrôle ouvrier. Comme on le constate, le mouvement de récupération d'entreprises argentin est également traversé par le débat historique entre l'étatisation avec contrôle ouvrier et le coopérativisme, débat déjà présent dans la 1ère Internationale.

Pour Rufino Almeida, syndicaliste de la Fédération des Travailleurs de l'Industrie et Assimilés (FETiA) affiliée à la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) et chargé du suivi des entreprises autogérées liées au MNER<sup>3</sup> compte tenu de la crise argentine, les opportunités d'impulser des projets

autogestionnaires de récupération d'entreprises iront en augmentant. Les expériences relevées indiquent que le phénomène est viable, se développe et remporte un succès certain, qui fait que l'Etat doit assumer son rôle de promoteur et appuyer cette forme palliative au chômage. Le changement culturel que doivent réaliser les travailleurs: la prise de conscience, la solution des problèmes techniques, le projet de l'entreprise démontre la nécessité de transmettre les expériences d'une entreprise à une autre en formant un réseau participatif entre les entreprises autogérées existantes.

La forme coopérative n'est pas l'unique forme juridique que prennent les entreprises récupérées: coopératives de production, sociétés anonymes (Zanello) et sociétés de fait (Brukman et Zanón). Cependant, la forme coopérative garantit la légalité de l'entreprise récupérée et permet de se défendre contre les patrons. Dans les différents cas, il y a une rupture avec l'organisation verticale précédente et le développement de nouvelles pratiques autogestionnaires. La mise en place d'une organisation horizontale permet la prise de décision collective, l'égalité des revenus, le développement de la solidarité et l'instauration de nouvelles relations sociales. Le transfert de la propriété privée des moyens de production à la propriété collective contribue à une construction alternative au processus de production capitaliste.

Les entreprises récupérées en Argentine ne sont pas le germe de la révolution mais elles constituent une réponse à une réalité contradictoire: la nécessité croissante du capital d'augmenter la plus-value pendant que dans le même temps s'accroît la masse d'exclus, de chômeurs et de marginaux. Le principal paradoxe est que le travailleur est considéré comme un coût dans le cycle productif de plus-value et pas un générateur de celle-ci, il est toujours menacé par l'ajustement lié à la nécessité d'accroître les bénéfices. Et pendant que l'ajustement affecte le travailleur (licenciements, baisses salariales, conditions de travail,

système de retraite et autres acquis sociaux) à un moment où à un autre, la production de plus-value s'en ressent et provoque la contradiction qui se conclut par une crise.

Dans ce contexte de crise capitaliste, les travailleurs argentins tentent de satisfaire leurs propres besoins: conserver leur travail, se nourrir, couvrir les besoins de leurs familles, défendre le droit à une vie digne.

Cependant, ils se trouvent confrontés au système qui les exclut et rivalisent avec lui. Cela donne une singularité particulière à la situation, étant donné qu'ils commencent à concevoir, à partir de la base de la société, une réponse croissante aux contradictions et aux conséquences que le capitalisme provoque. Les coopératives développent un caractère alternatif de production et d'organisation, en recréant des relations sociales et en constituant un outil efficace, bien que perfectible, de transformation populaire.

La montée en puissance du mouvement de «récupérations» des entreprises en Argentine constitue une première étape de rupture avec le système capitaliste dans sa version libérale et de construction de pratiques autogestionnaires. La question de la propriété collective est au cœur de ce processus. L'avenir dira si ce phénomène s'amplifie et s'il est un véritable facteur de transformation sociale. Sans aucun doute, l'articulation avec les autres mouvements auto-organisés et les couches populaires est indispensable. n

**Richard NEUVILLE**

Notes:

- (1) Diario Clarin, suplemento Zona, Buenos Aires, 22 de septiembre 2002, repris in Rezzónico, (Alberto), Empresas recuperadas, Aspectos doctrinarios, economicos y legales, Cuaderno de trabajo N° 16, Centro cultural de la cooperación, Buenos Aires, Mayo de 2003.
- (2) Entretien réalisé le 20 octobre 2003 à Buenos Aires.
- (3) Entretien réalisé le 20 octobre 2003 à Buenos Aires.

# Stagnatio

**L'**Etat français va économiser 150 millions d'euros en 2004 et un demi-milliard en 2005. Ces économies concernent l'allocation de solidarité (ASS) aux chômeurs ayant perdu leurs droits aux Assedic, qui ne sera versée que 2 ans au lieu de 3.

En 2004, 130.000 personnes supplémentaires perdront ainsi cette allocation et basculeront sous le seuil de pauvreté. Ces économies servent à compenser la diminution de l'impôt sur les revenus. L'Unedic, d'autre part, est à la recherche de 15 milliards d'économies. Pour limiter la hausse des cotisations sociales (alors que le moral des patrons, comme celui de la Bourse, est au zénith) elle durcit les conditions d'accès aux prestations en réduisant la durée d'indemnisation des chômeurs.

Là de nouveau ce seront les plus faibles, en l'occurrence principalement les travailleurs précaires, qui en feront les frais. Au seul mois de janvier 250.000 personnes seront touchées par ces mesures. L'expérience indique qu'en règle générale, concernant les chômeurs en fin de droits, un tiers bascule dans l'ASS, un tiers dans le RMI et un tiers perd toute indemnisation. Faisons abstraction du caractère inhumain de ces décisions, elles aboutiront sur le plan économique à diminuer la consommation et donc la production, car toutes ces personnes visées dépensaient la totalité de leurs revenus.

La sortie de la stagnation en sera d'autant repoussée.

La France n'est pas le seul pays de la zone euro à pratiquer cette politique. En Allemagne, le gouvernement baisse l'impôt sur les revenus mais impose des économies sur les prestations santé, chômage et retraites. Selon l'OFCE les répercussions de ces mesures auront un effet négatif sur la reprise.

## Encore plus de déficit budgétaire?

Il est courant d'attribuer la responsabilité de la mauvaise situation économique et du chômage qui en résulte à l'Union européenne à travers Maastricht et la Banque centrale européen-

# n : l'Europe responsable?

ne (BCE). Mais Maastricht n'impose nullement de prendre dans la poche des pauvres pour mettre dans la poche des riches. Maastricht demande seulement de limiter le déficit budgétaire. Alors pourquoi dans ces conditions diminuer les impôts sur le revenu et sur les bénéfices des sociétés, c'est-à-dire amputer les recettes et augmenter les déficits ? Il s'agit là d'un choix personnel que font les gouvernements et disons-le clairement, d'un choix de classe. Et ce ne sont pas seulement les gouvernements de droite qui le font, mais aussi le gouvernement social-démocrate allemand appuyé par les Verts, et avant Chirac, et de la même manière, Jospin. En outre le déficit budgétaire n'est pas un signe de bonne gestion économique. Certes on peut l'utiliser parfois afin d'agir ponctuellement sur l'économie, mais dans les faits il est utilisé démagogiquement pour éviter aux gouvernements de financer les dépenses par l'impôt comme cela devrait être le cas en toute logique. En France la dette publique est passée de 70 milliards d'euros en 1980 à 445 milliards en 1994 et à 1.000 milliards cette année. Avec en conséquence des paiements d'intérêts qui représentent le deuxième poste budgétaire : 39 milliards d'euros en 2003. En 2004 le service de la dette représentera 66 milliards. Imagine-t-on ce qu'on peut faire avec 66 milliards d'euros sur le plan social, écologique ou pour relancer l'économie ? Il y a plus grave : ces 66 milliards seront prélevés par des impôts dont la moitié sont indirects, c'est-à-dire ponctionnés sur la consommation et plus particulièrement sur les consommateurs qui, vu leurs faibles revenus, dépensent la totalité de ce qu'ils gagnent. Et ces 66 milliards seront reversés aux détenteurs de capitaux, car ce sont eux qui ont prêté l'argent à l'Etat. Cela grossira la masse des capitaux spéculatifs, au détriment de la consommation.

## Des taux d'intérêt plus bas ?

La BCE est également accusée, à travers la fixation des taux d'intérêt, d'entretenir la stagnation économique. Mais les taux d'intérêt sont aujourd'hui historiquement bas et l'argent ne manque pas. Les entreprises n'investissent pas faute de débouchés et non parce qu'elles manquent d'argent. Quant aux

ménages ils augmentent leur épargne au détriment de leur consommation par crainte de l'avenir. Dès lors il y a de fortes chances que diminuer les taux d'intérêt n'aurait pas d'impact notable sur la situation (Il en va différemment en France et en Allemagne des Etats-Unis où la majorité des crédits sont à taux variable et où la renégociation de la dette, lorsque les taux baissent, est chose courante). Enfin l'expérience indique que des taux d'intérêt trop bas favorisent la création de bulles financières et immobilières : les financiers empruntent alors pour spéculer. Les conséquences peuvent en être désastreuses lors de l'éclatement des bulles. L'exemple du Japon en est typique, mais ce n'est pas le seul.

La différence des taux entre la zone euro et les Etats-Unis favorise-t-elle la baisse du dollar par rapport à l'euro ? Là encore l'importance de ce facteur est difficile à évaluer. Le dollar baisse à cause des déficits des Etats-Unis. Ceux-ci achetaient à l'étranger pour 393 milliards de dollars de plus qu'ils ne leur vendaient en 2001, pour 503 milliards en 2002 et le chiffre pourrait dépasser 700 milliards en 2003. Ils doivent emprunter chaque jour 2 milliards de dollars à l'étranger pour couvrir ce déficit. Cette opération a lieu de la manière suivante : les étrangers achètent des titres, généralement des Bons du trésor américain. Pour le faire ils échangent leur monnaie nationale contre des dollars, puisque les Bons du Trésor s'achètent en dollars. Les étrangers finissent pas être saturés en dollars. Le résultat est que le dollar baisse. Si ces étrangers veulent placer leur argent dans une autre monnaie, dans un but entre autres de diversification, ils achètent des euros et la valeur de l'euro monte. C'est la loi de l'offre et de la demande. En outre dès lors que la tendance est à la baisse du dollar, les capitaux étrangers en dollars vont quitter cette monnaie, sinon la valeur de leur capital, par rapport à leur monnaie d'origine, baisse. Il n'est donc pas dit que baisser les taux d'intérêt en zone euro modifierait profondément la tendance de l'euro à la hausse.

## Le capital au lieu du travail

Enfin il est totalement démagogique d'attribuer la stagnation à la mauvaise

situation internationale. D'ailleurs pas si mauvaise que cela puisque les Etats-Unis, le Japon et l'Asie en règle générale sont bien repartis depuis un an. Avant la création de la zone euro entre 25 et 30% du PIB de la France ou de l'Allemagne dépendait de leurs exportations. Aujourd'hui les exportations ne représentent que 10% environ du PIB de la zone euro. Autrement dit 90% de la production ne dépend que de son marché intérieur. Mais les gouvernements français et allemands, qui représentent à eux deux 60% du PIB de la zone, ont choisi de favoriser le capital au détriment du travail, c'est-à-dire au détriment de la consommation. La part de responsabilité de l'Union européenne dans la stagnation de l'économie est faible.

Depuis le choix « européen » de Mitterrand en 1983 (effectué d'ailleurs dans cet esprit) l'Europe sert systématiquement d'alibi aux politiques libérales des gouvernements. Ceux-ci fixent ensemble à l'unanimité les orientations libérales de l'Union européenne, puis chaque gouvernement, une fois rentré chez lui et quelques années plus tard lorsque les mesures prennent effet, en rejette la faute sur l'Europe. En outre les gouvernements n'utilisent pas, et de loin, la marge de manœuvre qui leur est laissée, car rien ne les oblige à diminuer les impôts et les prestations sociales. On ne leur demande que d'équilibrer le budget. Rejetant sur l'Union la responsabilité des politiques menées (avec leur accord) ils en tirent un double bénéfice. Celui de mener (volontairement) des politiques impopulaires en en rejetant la responsabilité sur l'Union européenne. Et ensuite de batailler âprement dans le cadre de l'Union, sur des points de détail, sous prétexte de montrer, aux yeux de tous, qu'ils défendent farouchement les intérêts du pays. Ils empêchent de ce fait la construction d'une Europe qui se bâtirait en transcendance des intérêts nationaux particuliers, moins opposés d'ailleurs qu'il n'y paraît, si l'on voulait bien l'analyser et l'expliquer.

A la plus grande satisfaction des Etats-Unis qui peuvent ainsi consolider leur hégémonie. n

Pierre GUGUENHEIM

## Démocratie participative et Constitution européenne

**L**e 13 juin prochain, les citoyens de vingt-cinq Etats d'Europe seront invités à élire leurs représentants au Parlement européen. Il est probable qu'à cette date, aucun accord intergouvernemental ne sera intervenu sur le projet de Constitution européenne.

Et si le Parlement européen s'autoproclamait Assemblée Constituante et adoptait une Constitution authentiquement démocratique?

Et si, pour élire cette future Assemblée, les citoyens d'Europe affirmaient leur identité européenne en constituant un réseau transfrontalier avec comme principe fondateur la démocratie participative?

Ce réseau d'associations et de partis politiques tracerait les grandes lignes d'un projet de Constitution européenne prenant en compte les aspirations populaires.

Une Charte commune pour ce réseau s'articulerait autour de cinq grands idéaux :

**- la démocratie participative.**  
Il s'agit de permettre aux citoyens d'intervenir dans le processus d'élaboration et d'adoption des lois qui régissent leur vie commune

**- la recherche d'alternatives au système capitaliste libéral,** productiviste et mondialisé

**- le développement d'initiatives en faveur de la paix** dans le monde

**- une réduction drastique de l'empreinte écologique des activités humaines**

**- une meilleure répartition des richesses.**

L'objectif est de présenter une

liste labellisée RACE (Réseau Alternatif des Citoyens d'Europe) dans l'ensemble des vingt-cinq pays de l'Union européenne.

L'ambition d'un tel projet est immense mais elle est à la hauteur des immenses défis que l'Europe doit relever.

Le Parlement européen est la seule instance démocratique supranationale.

L'élection de ses membres doit être l'occasion d'internationaliser l'exercice de la démocratie participative, jusque là cantonné dans quelques périmètres locaux.

La Constitution européenne doit être l'aboutissement d'un processus de démocratie participative à l'échelle européenne et la base juridique d'une consécration de son principe, prélude à son extension au-delà des frontières de l'Union européenne.

Le mouvement altermondialiste porte en lui l'idéal d'une démocratie participative à l'échelle mondiale. Il est né à Porto Alegre, fief du budget communal participatif. A Saint-Denis, en novembre dernier, le Forum social européen s'est emparé du thème de la Constitution européenne pour réclamer un débat citoyen autour de son élaboration.

Des millions de citoyens aspirent à être entendus. Il est temps qu'ils structurent leur mobilisation et qu'ils trouvent ensemble un aboutissement politique au mouvement social qui les fédère.

La Constitution européenne doit offrir un socle juridique au développement de la démocratie participative.

**Emeric CRISTALLINI**

## EUROPE

### Déclaration commune des Alternatifs et du Parti Communiste Français (16 janvier 2004)

**P**our nos deux partis l'Europe doit être une chance, un levier, un espoir. «Une autre Europe est possible». Nous faisons nôtre cette formule des actrices et des acteurs du Forum Social Européen.

L'Europe que nous voulons est clairement une alternative à l'Europe libérale que certains veulent nous imposer. Elle s'appuie sur les mobilisations sociales, démocratiques et écologistes et inscrit dans la durée la dynamique des forums sociaux.

Au cœur de l'Europe que nous voulons, il n'y a pas le «marché» mais bien la place des citoyennes et des citoyens qui la composent. Nous nous battons pour la reconnaissance effective de leurs droits.

La «libre concurrence», que proposait le projet de «constitution», ne doit pas être le socle de la construction européenne. L'Europe que nous voulons c'est la capacité de défendre des choix de société solidaires dans la mondialisation.

Nous ne pouvons admettre une stratégie «compatible avec la politique de l'OTAN». L'Union Européenne ne doit pas se construire sur une idée de concurrence avec les Etats-Unis. Elle doit au contraire user de son poids pour faire prévaloir d'autres règles: des coopérations Nord-Sud pour une économie solidaire, équitable et respectueuse de l'environnement; un multilatéralisme authentique fondé sur les principes de la Charte des Nations Unies; le bannissement de la guerre pour régler les problèmes de la planète.

En un mot de travailler avec qui le souhaite pour poser les jalons d'un monde de paix.

Les citoyennes et les citoyens doivent pouvoir connaître le contenu exact du projet de «constitution» pour l'Europe et en mesurer les enjeux grâce à des confrontations d'opinions réellement pluralistes et publiques. C'est une exigence de Démocratie. Les citoyennes et les citoyens devront pouvoir se déterminer le moment venu, par voie de référendum sur le texte qui sera issu de la Conférence Intergouvernementale. Sans attendre, faisons-nous entendre, en toute clarté, des Chefs d'Etats et de gouvernements. Nous savons bien que s'il y a eu échec de la Conférence Intergouvernementale le 13 décembre dernier, ce n'était pas à cause de l'orientation libérale du projet. Sur ce sujet il y a malheureusement consensus des 25 gouvernements. Le projet de «constitution» était pour nos deux formations inacceptable, car il «constitutionnalisait» un modèle européen libéral que nous rejetons et il fermait la porte au processus de construction d'une Europe sociale, démocratique, écologique et pour les droits des femmes. Il y a fort à parier que la nouvelle mouture ne soit pas différente sur ce point.

Ensemble, dans le respect de nos différences nous pouvons donner un autre sens à la construction européenne.

## REGIONALES ILE-DE-FRANCE

**A**près consultation des adhérent-e-s, les Alternatifs d'Ile-de-France jugent à une très large majorité que les conditions ne sont pas remplies pour participer à la liste conduite par Marie-Georges Buffet.

Contrairement à la démarche fondatrice du collectif pour une Alternative Citoyenne, et en dépit d'une ouverture à des membres de ce collectif et à des militant-e-s du mouvement social, la liste proposée par le PCF reste largement construite autour de ce parti.

Sur le plan des pratiques, nous sommes loin de la co-élaboration : la logique dominante reste celle de l'"ouverture".

Les Alternatifs, mouvement politique qui a contribué au processus d'alternative citoyenne, sont marginalisés.

Enfin, la question de la gestion de la Région avec le PS n'est pas clarifiée.

Au delà du choix de participer ou non à la liste, qui traverse le collectif d'initiative citoyenne, les Alternatifs souhaitent que se poursuive la construction d'une gauche alternative au capitalisme. n

## REGIONALES BRETONNES

**A** l'issue de la discussion qu'ils ont eue avec l'U.D.B. et les Verts, les Alternatifs Bretagne font le constat que les conditions d'un accord politique en vue de présenter une liste commune aux prochaines élections régionales ne sont pas réunies avec ces deux formations. En particulier, contrairement aux Verts et à l'U.D.B., les Alternatifs ne se situent pas dans la perspective d'une négociation, dès avant le 1er tour, d'un accord programmatique avec le PS pour le deuxième tour, même s'ils sont favorables à un rassemblement des listes de gauche pour battre la droite au second tour. Ils considèrent, en effet, que s'engager dès aujourd'hui dans une telle négociation, c'est prendre le risque de faire apparaître publiquement la constitution d'une liste qui se veut "de gauche différente" comme une opération de ratissage électoral au profit du PS. Ce serait à l'opposé d'une démarche porteuse d'une véritable alternative au libéralisme et au social-libéralisme.

En conséquence, dans ces conditions, les Alternatifs Bretagne ne peuvent pas participer à la liste Verts-U.D.B. pour les élections régionales 2004.

Mouvement politique hexagonal existant sous ce nom depuis 1998, les Alternatifs mettent par ailleurs en garde contre une utilisation abusive de leur sigle ou une certaine confusion sur les mots qui pourrait laisser croire, à tort, qu'ils sont partie prenante d'une construction électorale à laquelle ils n'ont pas donné leur accord.n

## REGIONALES RHONE-ALPES

**L**es rencontres régionales engagées à l'initiative de A Gauche Autrement (Rhône) et des Alternatifs Rhône-Alpes, ont abouti à l'organisation d'Assises régionales le 24 janvier à Vaulx-en-Velin pour "Construire une alternative à gauche en Rhône-Alpes".

Les compasantes des la démarche sont:

- les Alternatifs, présents sur les 8 départements, mais de façon inégale.

- Sur le Rhône : le regroupement "A Gauche Autrement" (incluant quelques militants de la LCR)  
- Sur l'Isère : "Autre chose à gauche" (issu de l'appel NoVAC)

- Sur la Loire : NoVAC 42 et les "réseaux citoyens" (issu du PC sté-

phanois)

- sur l'Ardèche : le MSAP

Les partenaires ont des visions diversifiées de ce qu'il faut faire après les Assises :

- pour AGA 69, cela doit nécessairement déboucher sur une liste

- pour Réseaux Citoyens 42, c'est

trop tôt et suicidaire

- pour les Alternatifs, la tonalité

moyenne est plutôt pour y

aller, mais en vérifiant

aux Assises qu'il y a une

base minimum pour

tenter le pari politique et

financier.

- pour les autres

(NoVAC 38 et 42 notamment), il y a à la fois perception de l'intérêt politique

mais doute sur la faisabilité, et un accent mis prioritairement sur la construction politique à long terme et la relativisation de l'échéance électorale.

En tout cas, Les Alternatifs et AGA mettent en place un dispositif (recherche de candidatures et de soutiens financiers). n

### RENCONTRE REGIONALE AVEC LES VERTS

**U**ne rencontre s'est tenue le 15 janvier avec les Verts. Les Verts, qui ont voté pour une liste autonome en Rhône-Alpes, nous sollicitent pour des places d'ouverture sur l'Isère, le Rhône et la Hte Savoie. Les Alternatifs ont répété que l'enjeu n'était pas de négocier telle place sur la liste des Verts, mais de proposer conjointement une perspective d'alternative à gauche. Bien entendu, Les Verts ne conçoivent ni de modifier l'ossature de leur liste, ni leur titre, la seule "offre" étant de populariser la participation éventuelle des Alternatifs à leur liste. D'après tous les contacts des différents départements, l'analyse est que le compte n'y est pas ... n



40, rue de Malte 75011 Paris  
Courriel : contact@alternatifs.org  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50  
site : www.alternatifs.org  
Commission paritaire n°1108 P 11445  
ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J.Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :  
R.Bernheim, J.J.Boislaroussie, M.Colloghan,  
E.Cristallini, F.Gouty, P.Guguenheim, Gwel@n,  
P.Leboutte, M.Machado, A.Marcu, N.Marcu,  
R.Neuville, R.Quebouet et A.Véronèse  
Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et  
de Communication des Alternatifs). SARL au  
capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835  
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : Roland  
Mérieux  
imprimé par ExpressionsII : 01 43 70 80 96

# MIDI PYRENEES

*Les Alternatifs participent très activement à la construction de la liste alternative en Midi Pyrénées à laquelle les Verts se joignent, avec appétit, le PCF ayant choisi (à 55% seulement, dont 95% dans le département des Hautes Pyrénées!) de participer à la liste conduite par le PS. Voici la profession de foi proposée pour la liste alternative*

## Une autre région est possible!

Habitantes et habitants de Midi-Pyrénées, voilà déjà deux ans que les élections présidentielles ont accouché d'un gouvernement Raffarin dont les actions sont toutes orientées contre nous, nos enfants et notre région:

- une décentralisation sans moyens, augmentant les impôts locaux, accompagnée du démantèlement programmé des services publics (énergie-transports-santé-éducation) et, à terme, de leur marchandisation;
- une agriculture otage d'une politique productiviste imposée par des groupes de pression et par des multinationales;
- le choix volontaire de ne pas opter pour une politique écologique affirmée;
- des plans sociaux inacceptables alors que les profits des grands groupes ne sont jamais remis en cause;
- une démocratie de façade agitée de faux débats.

Autant de raisons pour que nous soyons solidaires afin de rendre possible un autre monde, une autre région.

En ne cédant pas à la fatalité, en refusant de nous abstenir, nous vous proposons de mettre en oeuvre de nouvelles politiques pour le bien commun.

Il ne s'agit pas pour nous de contester, de nous compter et puis de laisser faire. Bien au contraire, l'"Alternative en Midi-Pyrénées" doit nous permettre de nous exprimer et d'agir tout au long du mandat régional.

Pour nous, vivre ensemble en Midi-Pyrénées, des rives du Lot à celles de l'Ariège et de la Garonne, des Gorges du Tarn à l'Armagnac et la Bigorre, en passant par les Monts de Lacaune et les vergers du Tarn et Garonne, c'est:

- accentuer les solidarités entre villes et campagnes, centres urbains et banlieues, hommes et femmes;
- défendre l'amélioration du service public d'éducation, hospitalier, des transports et de l'énergie;
- soutenir et promouvoir une agriculture paysanne sans OGM, respectueuse des paysages, des sols, de l'eau, de la sécurité alimentaire et réhabilitant les petites exploitations;
- accompagner la création d'emplois sur tout le territoire régional, en affirmant notre détermination à développer des activités économiques socialement utiles, écologiquement viables, sans danger pour les travailleurs et les populations riveraines;
- soutenir la langue et la culture occitane;

Pour cela, nous nous inscrivons dans un refus radical du libéralisme économique sous toutes ses formes et dans une volonté d'inscrire ce refus dans des alternatives politiques régionales concrètes.

Femmes et hommes, issus d'histoires et de pratiques différentes, nous sommes convaincus que face à la droite et à une partie de la gauche, acquiesce aux thèses sociales libérales, nous devons appeler à une reconstruction citoyenne d'un monde dans lequel nous serons heureux et solidaires.

Notre projet politique s'appuie sur une réflexion collective cherchant à développer la participation des citoyens de façon à permettre à chacune et chacun d'entre nous de participer aux décisions qui le concernent, qu'il ou elle soit ou non élu(e) local(e), membre d'une association ou d'un syndicat. Cela nécessite de redonner du sens à la démocratie, d'encourager la participation des femmes à la vie publique et de dénoncer les pratiques politiques actuelles trop favorables aux logiques d'appareil et aux pratiques des groupes de pression.

Pour battre la droite et l'extrême droite, pour transformer et faire vivre la gauche, pour défendre une région dynamique et solidaire, citoyennes et citoyens, jeunes et moins jeunes, nous devons, ensemble, porter cette "Alternative en Midi-Pyrénées" et gagner les élections régionales. n

## WEEK-END JEUNES ALTER

*Dépénalisation ou légalisation du cannabis: les Jeunes Alternatifs s'expriment.*

Certains sont pour tout autoriser. D'autres pensent que dépénaliser suffirait, craignant peut-être qu'une légalisation soit la porte ouverte aux dérives les plus extrêmes... Contrairement aux préjugés, la question de la dépénalisation est loin d'être consensuelle. Ni au sein de la gauche ni à celui de notre mouvement. Preuve en est le week-end de la commission nationale des Jeunes à Saïx (Tarn), où se sont réunis une vingtaine de militants Alternatifs ou sympathisants. A noter parmi eux la présence des *Jeunes du 21 avril* d'Albi, association créée au lendemain des Présidentielles pour lutter contre l'extrême droite. Plus qu'une simple prise de contacts, cette fructueuse rencontre devrait déboucher sur plusieurs actions communes en 2004.

Après un exposé détaillant les effets et les dangers du cannabis, la position juri-

Depuis des années la consommation de cannabis chez les jeunes a beaucoup augmenté. La loi actuelle, même avec des circulaires la modérant, n'est pas adaptée à cette réalité et n'est souvent pas appliquée. En effet, dans un certain nombre de lieux (campus, soirées...) la consommation est même ouverte et assumée. Aujourd'hui, aucune harmonisation n'existe au niveau européen.

Cependant, des pays comme les Pays-Bas, l'Angleterre, l'Espagne ou encore le Portugal sont largement en avance sur la question de la dépénalisation, même si leur positionnement souffre d'incohérences.

Le cannabis nous paraît avoir de nombreux points communs avec l'alcool ou le tabac. On constate toutefois que ses conséquences sont moins dures que celles de l'alcool.

Par exemple, selon le Ministère de la Santé, la dépendance physique liée au cannabis serait minime (rapport du Ministère de la Santé, 2000-2001). Le produit présente de nombreuses vertus médicales à exploiter, lorsque l'usage en est justifié pour des raisons de santé. En effet, d'après certaines recherches scientifiques, le cannabis pourrait faciliter le

dique actuelle de la France et de ses voisins, un débat riche en témoignages et en prises de position s'est ouvert. Ce dernier mit en avant la pression de la société dont sont victimes les consommateurs de cannabis, en particulier les jeunes, et qui a entraîné l'image taboue du stupéfiant. Soulevées aussi les disparités entre juridictions et pays européens. Les discussions se sont logiquement tournées vers les drogues dites dures, le parallèle entre cannabis et alcool (et/ou tabac) fut rapidement fait.

A la fin d'un week-end convivial et très encourageant pour la suite, les Jeunes Alternatifs ont rédigé un texte éclairant leur positionnement (cf. ci-dessous). Cette contribution est aujourd'hui soumise au mouvement, en vue d'un prochain débat national sur le sujet. La commission Jeunes se réunira, quant à elle, les 3 et 4 avril 2004 autour du thème «Les Jeunes et l'AGCS, la mobilisation politique».

Gabriel MAFFRE

sommeil et la digestion, redonner l'appétit... Il pourrait même représenter une alternative aux antidépresseurs.

De plus, l'utilisation du chanvre pourrait être développée et remplacer des textiles issus de produits pétroliers.

D'avantage en accord avec la réalité, la dépénalisation du cannabis trancherait avec une vision hypocrite. Elle atténuerait la pression qu'exercent actuellement la police et l'ensemble de la société sur les consommateurs, en particulier les jeunes.

Une véritable politique de santé publique basée sur la sensibilisation et la prévention sur l'ensemble des drogues est impérative. La jeunesse doit pouvoir accéder à une information sérieuse.

Enfin, pour un grand nombre d'entre nous, la légalisation du cannabis entraîne une transparence (que n'offre pas la dépénalisation) notamment si elle est accompagnée d'un contrôle de l'Etat sur la production et la distribution. Cette politique assure un réel suivi de la qualité des produits diffusés. Contrairement à la dépénalisation, elle abolit toute l'économie souterraine liée au cannabis.»

# Bilan brésilien

ALTERNATIFS

AUTOGESTION

**A l'invitation des Alternatifs, Paulo Roberto Leboutte et Marilène Daros, tout deux militants brésiliens, sont venus en France durant trois semaines pour échanger et dialoguer avec des militants de la gauche alternative. Paulo Leboutte nous a fait parvenir un petit bilan de son séjour.**

## **Quel bilan tirez-vous de votre séjour militant en France cet automne ?**

Puisque nous sommes dans la période des vœux, je voudrais tout d'abord vous souhaiter, pour cette année 2004, beaucoup de luttes. Nous sommes bien préparés pour cela, au Brésil et en France.

Nous avons effectivement besoin de faire l'évaluation de notre visite en France.

## **Commençons par le forum social européen...**

Je crois que le FSE a démontré que dans le monde, et particulièrement en Europe, l'idée que le projet néo-libéral a une limite, qu'il est confronté aux idées et surtout, aux pratiques héritées du meilleur du projet historique de la classe ouvrière gagne du terrain.

C'est ce que soulignait aussi la présence de 100 000 personnes à la manifestation de clôture du FSE.

Cela prouve qu'il est possible d'aller vers la fin du capitalisme.

Je voudrais aussi souligner l'aspect positif de l'invitation des Alternatifs à participer à des échanges militants. Les similitudes entre les propositions programmatiques des Alternatifs et le travail que nous réalisons ici, au Brésil, a facilité le dialogue. Cela a permis des échanges très riches sur la théorie et sur les pratiques.

## **Et de manière plus concrète, qu'as-tu retiré d'essentiel de cette expérience ?**

J'ai perçu à la fois des différences de tactiques entre nos deux pays, en ce qui concerne les idées et les pratiques pour construire l'autogestion, mais aussi des similitudes stratégiques entre les caractéristiques de l'autogestion française et de la démocratie populaire brésilienne.

En France il y a une forte élaboration théorique de caractère historique, ce qui masque les réflexions plus contemporaines et rend plus difficile l'identification d'expériences importantes actuellement en cours.

Au Brésil les actions concrètes sont

basées sur les nécessités et les urgences pour les couches les plus populaires. Nous aurions besoin de bases théoriques et historiques pour identifier les idées qu'on développe aussi ici.

## **As-tu en projet des suites à cette rencontre ?**

Vu nos différences, mais surtout nos convergences, tant stratégiques que tactiques, il ne faudrait pas que notre dialogue s'achève avec cette visite parmi vous. Ce ne doit pas être un simple épisode, mais la première étape d'un processus d'élaboration commune.

On voudrait, par exemple, élaborer un rapport plus détaillé et commenté des dizaines d'activités réalisées pendant les 22 jours que nous avons passés parmi vous. Ce travail est en cours et servira dans l'avenir.

On voudrait, aussi, profiter du prochain Forum Social à Porto Alègre pour approfondir cette collaboration en donnant la possibilité à des travailleurs directement engagés dans des expériences concrètes d'autogestion en Europe et en Amérique Latine de se rencontrer, d'échanger, d'élaborer ensemble. Des débats et visites sur des thèmes que nous avons en commun sont aussi à mettre en place.

Malgré les immenses difficultés dues à la nature même des démocraties bourgeoises, qu'elles soient gouvernées par la droite ou par la gauche, je pense que l'organisation populaire autogestionnaire, politique et économique, constitue le centre de notre action militante à venir. La plus grande satisfaction que j'ai eue, a été de constater qu'il y a en France et en Europe beaucoup de camarades concrètement engagés dans la construction d'une société plus juste, fraternelle, démocratique, plus socialiste.

Alors tentons de continuer à construire ensemble.

**Paulo LEBOUTTE**  
interviewé et traduit par Marilène  
MACHADO et Rémy QUERBOUET

# Pourquoi la démocratie est en panne ?

**L**e dernier livre de Gérard Mendel est un plaidoyer passionné et argumenté pour la construction d'une démocratie participative

A la fois psychanalyste et "sociologue d'intervention", Gérard Mendel est le fondateur de la sociopsychanalyse, "développement d'une psychologie sociale à partir d'une pratique codifiée qui tient compte des acquis de la psychanalyse". Ses travaux inspirent en France et à l'étranger plusieurs groupes de recherche et d'intervention. Il publia son premier livre, *La Révolte contre le père*, en...1968. Près d'une trentaine d'autres ont suivi depuis, dont : *54 millions d'individus sans appartenance* (1983), *La Société n'est pas une famille* (1992), *L'Acte est une aventure* (2000) et *Une histoire de l'autorité* (2002).

Son dernier ouvrage, intitulé "Pourquoi la démocratie est en panne ?" est sous-titré : "Construire la démocratie participative".

Dans ce livre parfois dense, mais toujours passionnant, qui fait appel à la fois "aux savoirs théoriques et aux savoirs pratiques", aux "sciences de la société vues d'en haut et vues d'en bas" et à une "psychanalyse revisitée", Gérard Mendel décortique tout d'abord les causes profondes de la crise actuelle de la démocratie. Pour lui, c'est une "une tendance de fond où s'additionnent la désacralisation de l'autorité (celle des politiques y compris), une perte de foi dans les idéologies globalistes, la convergence gestionnaire des grands partis, le sentiment diffus que les forces économiques sont les plus puissantes."

Il cite un sondage de janvier 2003, selon lequel à peine 8% des personnes interrogées estimaient que leur vote, au niveau national, pourrait améliorer leur vie quotidienne.

La démocratie représentative qui prévaut jusque dans les partis, les syndicats et même nombre d'associations ne séduit plus "l'individu critique" parce qu'elle fonctionne exclusivement sur le mode de la délégation et de l'ordre hiérarchique. Et "en haut, on n'a que l'expérience – au sens fort du terme – de la direction et du pouvoir".

En mobilisant les résultats des cen-

taines d'interventions qu'il a menées depuis plus de trente ans, avec ses collaborateurs, dans tout le champ social (entreprises, établissements scolaires, municipalités, organisations politiques et syndicales, etc.), Gérard Mendel explore ensuite les pistes d'un dépassement possible du blocage démocratique actuel : "Le problème politique, qui se révèle neuf, serait celui, pour les individus à la base de la société, d'acquiescer du pouvoir sur leurs actes à l'intérieur des institutions où ils sont présents", parce que "le progrès de la démocratie passe à présent par la croissance psychologique de l'individu de masse et par son passage à l'état d'individu démocrate."

Il s'agit donc, pour l'auteur, de créer des dispositifs sortant du cadre de la démocratie représentative, c'est-à-dire non hiérarchiques et non délégatifs, pour aller vers une véritable démocratie participative dans toutes les institutions, l'entreprise, l'école, les services publics mais aussi les syndicats et les partis. "Le troisième canal de communication" ainsi créé vient "s'ajouter au canal hiérarchique et au canal des instances représentatives."

Gérard Mendel donne de nombreux exemples de ces dispositifs destinés à favoriser l'expression libre et collective de tous les "individus sociaux", comme le "Dispositif d'expression collective des élèves", expérimenté depuis 1983 dans des centaines de classes du primaire et du secondaire, "les Dispositifs d'expression et de communication de longue durée en entreprise" (depuis 1986), la création d'un "lieu institutionnel d'expression collective" dans un quartier d'une grande ville de province (1994), un "dispositif urbain de concertation" avec les jeunes de la rue à Montréal (2000), etc. Il nous raconte aussi les difficultés rencontrées lors de son travail sur le terrain et les résistances nombreuses, psychologiques, institutionnelles ou politiques, opposées à la mise en place de tels dispositifs.

Mais pour autant, la démocratie participative ne doit pas se substituer à la démocratie représentative. Elle ne peut être que consultative, mais au sens plein du terme. La "consultation", telle que l'envisage Mendel, s'intègre en effet à l'organisation et au fonctionne-

ment institutionnel et donc "influe forcément à la longue à la fois sur les esprits et sur les formes de l'héritage hiérarchique." D'autant plus que, pour l'auteur, la démarche participative doit être généralisée à l'ensemble des pratiques et des liens sociaux, au premier rang desquels l'école et la socialisation des jeunes, mais aussi la vie de la cité ou les services publics, car "l'absence de formes nouvelles d'expression, mis à part le droit de vote accordé aux femmes, est l'un des traits majeurs de la démocratie politique au XXème siècle."

C'est d'ailleurs sur un constat historique sans concession que se termine le livre : "Les dirigeants de la gauche sociale et politique partagent une particulière responsabilité dans la panne de la démocratie depuis plusieurs décennies. Devenus conservateurs à leur tour, au moins sur ce point, en raison de positions acquises aussi bien dans la société que dans leurs formations, et qu'ils ont peur de perdre, ils n'ont pas su, pas voulu donner sa chance à l'individu social."

Mais, ouvrant des perspectives, Gérard Mendel ajoute aussitôt : "La démocratie procède par additions successives. Pour que l'étape participative advienne, pour que les obstacles placés devant elle soient surmontés, il faudra sans doute que se conjuguent la forte pression des individus à l'extérieur et à l'intérieur des organisations, y compris politiques, et une évolution doctrinale des formations de la démocratie représentative."

N'est-ce pas là l'un des chantiers politiques majeurs qui attend la gauche alternative? n

François GOUTY



Gérard Mendel,  
Pourquoi  
la démocratie est  
en panne ?  
Editions  
La Découverte,  
236 pages,  
17 €